

Affaire suivie par : Christophe HENNEBELLE
christophe.hennebelle@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 77 94

Nantes, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARTOS

9 rue de Lafayette
44 110 Châteaubriant

Références : 2024 N3 369

Code AIOT : 0006305700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement ARTOS implanté 9 rue de Lafayette 44 110 Châteaubriant. L'inspection a été annoncée le 29/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle : la visite a été l'occasion de revenir sur les constats de la visite précédente et de vérifier le respect de certaines prescriptions applicables

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTOS
- 9 rue de Lafayette 44110 Châteaubriant
- Code AIOT : 0006305700
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de transit de produits et déchets dangereux : site en interaction avec d'autres sites du groupe dans le département d'Eure-et-Loir réalisant des opérations de régénération de solvants

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	Demande d'action corrective	30 jours
7	Entretien des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, articles 4.3.8.3 et 4.3.8.4	Demande d'action corrective	30 jours
9	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 7.2.6	Demande d'action corrective	30 jours
11	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	30 jours
14	Moyens d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 8.1.4	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications des installations	Code de l'environnement, article R.181-46	Sans objet
3	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
5	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
6	Limitation de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.1.1	Sans objet
8	Autosurveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.4	Sans objet
10	Contrôle des moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 7.5.2	Sans objet
12	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 7.5.4	Sans objet
13	Hauteur de stockage des liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 8.1. 3	Sans objet
15	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R.541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure, le site étant bien tenu. L'exploitant devra cependant répondre aux différents constats relevés à travers la proposition d'un plan d'actions correctives à transmettre sous 1 mois accompagné d'un échéancier.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : Modification des installations
Constats : L'exploitant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 16 juin 2014. Le site n'a pas connu de modification notable depuis la précédente inspection justifiant la transmission d'un porter à connaissance en application du R.181-46 du code de l'environnement. À noter que compte tenu de la superficie du site, le site offre peu de possibilités de développement des activités. En préambule à la visite, il a été vérifié que l'ensemble des constats de la visite précédente avaient donné lieu à la mise en œuvre d'actions correctives de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks réalisé le 22/03/2024 : quantité de produits et de déchets dangereux de 81,945 t (quantité inférieure au 110t de déchets dangereux autorisées dans l'AP). Cet état des stocks est accessible à distance, y compris sur téléphone. L'exploitant utilise 2 applications informatiques pour la tenue de cet état des stocks (1 pour les déchets et 1 pour les solvants neufs). Non-conformité 1 : L'état des stocks n'intègre pas les matières non dangereuses (emballages vides ou palettes par exemple). Par ailleurs, l'état des stocks n'est pas associé à un plan des stockages. Observation 1 : Il serait judicieux de prévoir une matérialisation des zones de stockage dans les différentes parties de l'installation (notamment pour les aires extérieures).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°3 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.
Constats : Selon l'exploitant l'état des stocks est mis à jour quotidiennement.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : <u>Non-conformité 2</u> : Le site ne dispose pas d'un état des stocks « vulgarisé » pour le grand public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°5 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : Un recalage physique est effectué a minima mensuellement (le dernier datant de la fin du mois précédent).
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Limitation de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux usages domestiques et de lavage des engins de manutention

<p>et camions de transport.</p> <p>L'approvisionnement se fait exclusivement par le réseau public avec deux points d'entrée distincts équipés de compteurs. À titre indicatif, la consommation d'eau cumulée est estimée à 300 m³ par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni la consommation annuelle 2023 qui n'est que de 30 m³. L'exploitant indique uniquement avoir des besoins en eaux domestiques et éventuellement pour les tests incendie, le lavage des fûts et GRV étant réalisé par exemple par un prestataire externe.</p> <p>Le site n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 car sa consommation est très inférieure à 10 000 m³. Il est par contre soumis aux dispositions de l'arrêté cadre départemental concernant la sécheresse (notamment à travers nécessité de report des essais incendie en période de sécheresse).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°7 : Entretien des dispositifs de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, articles 4.3.8.3 et 4.3.8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, entretien des dispositifs de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de lavage collectées rejoignent le réseau d'eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel, en l'absence de pollution préalablement caractérisée.</p> <p>Les eaux de lavage subissent deux prétraitements avant rejet dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le premier s'effectue au niveau d'un débourbeur-séparateur à hydrocarbures installé au droit de l'aire de lavage, - le second au niveau d'un dispositif de traitement des eaux pluviales qui est équipé d'un filtre et garantissant un abattement de 70 % de la pollution. <p>Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur. Leur bon fonctionnement fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets. (...)</p> <p>Les eaux pluviales issues de l'aire de chargement / déchargement ne sont évacuées vers le réseau des eaux pluviales qu'après un contrôle de l'aspect visuel et olfactif ainsi qu'un contrôle de la qualité de l'eau sur les paramètres pH et DCO.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas réaliser d'opération de lavage de fûts sur site : le nettoyeur haute pression présent sur site n'est utilisé que de façon exceptionnelle pour des opérations d'entretien du site. L'exploitant a présenté le plan des réseaux du site</p> <p>Observation 2 : Le plan des réseaux pourrait être amélioré en faisant apparaître de façon plus explicite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le séparateur-hydrocarbures ; - le fait que la vanne de confinement concerne aussi les eaux de ruissellement liées au bâtiment S4. <p>Par ailleurs le site ne dispose pas de plan des poteaux incendie externes à l'établissement à mobiliser par les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant devra justifier que le dispositif de filtre Stoppol est bien entretenu régulièrement à l'occasion des opérations de vidange du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Par ailleurs, à l'occasion d'une révision des prescriptions, il pourrait être utile de faire préciser que l'analyse des eaux de l'aire de déchargement n'est imposée de façon systématique qu'en cas de</p>

doute sur la qualité des eaux de ruissellement (en dehors des fréquences périodiques).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°8 : Autosurveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à un contrôle des eaux de lavage sur les paramètres pH, MES, DCO, DBO5 et hydrocarbures totaux, dont les valeurs limites sont fixées au tableau ci-dessus, au plus tard 3 mois après la mise en service de l'aire de lavage.</p> <p>L'exploitant procède en interne à un contrôle trimestriel des eaux pluviales avant rejet dans le milieu récepteur sur les paramètres pH, MES, DCO et DBO5, dont les valeurs limites sont fixées au tableau ci-dessus.</p> <p>L'exploitant procède, à ses frais, dans le cadre de l'autosurveillance, au contrôle des eaux pluviales sur les paramètres pH, MES, DCO, DBO₅ et hydrocarbures totaux, dont les valeurs limites sont fixées au tableau ci-dessus. Une fois par an, ces mesures sont effectuées aux frais de l'exploitant, par un laboratoire extérieur agréé par les services concernés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis, lors de la visite, les derniers rapports de contrôle des eaux de ruissellement (respect des fréquences trimestrielles et dernier contrôle externe réalisé le 8 décembre 2023 par un laboratoire extérieur avec absence de non-conformité relevée sur les différents paramètres).</p> <p>Observation 3 : L'exploitant a indiqué envisager la réalisation d'un contrôle de la qualité des eaux souterraines sur le piézomètre situé sur le site. Le rapport de contrôle sera à transmettre à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires d'interprétation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 7.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant Les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.</p>
Constats :

L'exploitant a remis lors de la visite la dernière attestation Q18 datant du 12 mars 2024. Ce document met en évidence 3 anomalies pour lesquelles l'exploitant a engagé les actions correctives (1 commande passée sur un des points et devis en cours sur les 2 autres points).

Non conformité 3 : L'exploitant doit justifier de la levée des non-conformités et confirmer le délai de la levée des écarts (délai indicatif d'un mois indiqué en visite).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N°10 : Contrôle des moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de défense incendie

Prescription contrôlée :

Tous les matériels de sécurité et de secours sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.

Constats :

L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle :

- Extincteurs/RIA en date du 21/04/2023 avec fourniture du Q4 ;
- Rapport de vérification des dispositifs de désenfumage en date du 24/05/23 ;
- Rapport de vérification de la porte coupe feu du 27/06/23 ;
- Rapport de contrôle de la détection incendie en date du 17/05/23.

Ces rapports ne mettent pas en évidence de besoin de travaux ou d'actions correctives de la part de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 1 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Constats :

La dernière inspection visuelle réalisée par Dekra date de mars 2024.

Non-conformité 4 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'engagement des actions correctives suite au rapport de contrôle et doit mettre en place une vérification régulière des dispositifs de protection contre la foudre (avec vérification visuelle en cas d'orage notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N°12 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) est recueilli et confiné sur le site au moyen de la fermeture de la vanne d'obturation sur le réseau de collecte des eaux de voiries avant exutoire de rejet.

La fermeture de la vanne est pilotée soit automatiquement au déclenchement de l'alarme incendie, soit manuellement au niveau de la vanne, soit par un boîtier de commande situé 2 l'extérieur.

Constats :

Lors de la visite, deux tests ont été réalisés :

- Mise en place de la barrière d'étanchéité au niveau du bâtiment S1 (barrière fermée le soir) ;
- Fermeture de la vanne motorisée de confinement des eaux d'extinction avec utilisation de la vanne manuelle, la vanne étant également asservie à la détection incendie.

Le personnel apparaît bien formé à la fermeture de cette vanne. Par ailleurs l'exploitant a recruté un animateur sécurité qui prévoit la réalisation d'exercices réguliers (2 à 3 fois par an).

Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Hauteur de stockage de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 8.1. 3

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de stockage LI

Prescription contrôlée :

La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol.

Le taux de remplissage des réservoirs mobiles stockés dans le bâtiment S4 est limité à 98 %, correspondant à une quantité maximale de liquides inflammables égale à 127 tonnes ou 141 m³.

Vérification de l'absence de H224 en contenant fusible : en contenants fusibles, > à 30L suivant AM du 24 septembre 2020

Constats :

Absence de produits H224 relevés sur le site.

Les liquides inflammables sont stockées au maximum sur 3 hauteurs soit environ 4 mètres.

La consultation de l'état des stocks montre des quantités très inférieures à celles autorisées dans l'arrêté préfectoral (62,6 t dans le bâtiment S4).

Type de suites proposées : Sans suite

N°14 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 8.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment S4, où sont stockés les liquides inflammables, est doté d'une réserve d'émulseur d'une capacité d'au moins 720 litres.</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, le site doit disposer d'une seconde réserve d'émulseur, dont les caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une capacité suffisante et adaptée aux produits présents sur le site, - placée dans un local situé à l'extérieur des deux bâtiments et hors d'atteinte des effets des flux thermiques, - capable de fonctionner efficacement quelle que soit la température du local et notamment en période de gel, - facilement accessible aux services de secours et d'incendie. <p>Les bâtiments sont dotés d'un système de détection incendie adapté au risque. En cas d'absence de l'exploitant ou de gardiennage sur site, un dispositif de retransmission d'alerte permet une intervention d'une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction, dans les trente minutes suivant le début de l'incendie. Ce délai peut être porté à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 m³, sous réserve de l'accord préalable des services d'incendie et de secours. Si des moyens d'extinction automatique sont en place, ils sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité 5 : Lors de l'inspection, il n'a été relevé la présence que de 3 bidons de 120 l d'émulseur dans le bâtiment S4 (soit 360 l).</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des quantités nécessaires d'émulseur pour faire face à un éventuel sinistre survenant sur les différentes parties de l'installation (avec besoin de dimensionnement de la réserve additionnelle).</p> <p>À noter qu'il est rappelé à l'exploitant que toutes les rétentions doivent être maintenues vides en permanence (présence d'eaux pluviales dans certaines rétentions du bâtiment S4).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°15 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-45
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite une extraction de l'application Trackdéchets avait été réalisée pour s'assurer de l'utilisation de l'outil.</p>

La consultation de l'extraction ne montre pas d'anomalie importante. L'installation ne dispose pas de la rubrique 2790, 3 bordereaux faisaient figurer le code R4 comme traitement (BSD-20230710-15RQRSMV0 du 27/07/23, BSD-20230724-SEVE7BSEF du 27/07/23, BSD-20230727-T2HVJJN3P du 27/07/23). Cette anomalie ayant été signalée en amont de l'inspection, l'exploitant lors de la visite a confirmé avoir engagé la révision de ces bordereaux sous Trackdéchets (avec application du code R0).

Type de suites proposées : Sans suite